

dans les Vosges et le Jura, et a voulu en chasser les Jésuites et même faire assassiner un prêtre !

Heureusement, une éclaircie s'échappe du noir horizon. Les gens de la Bretagne et de la Vendée, "gens de croix et d'épée," ont surmonté leur dégoût de ces odieuses palinodies, et accourent au secours de la patrie, cette mère toute meurtrie. Qui sait ? l'épreuve sera peut-être suffisante. Palladines, Vinoy, Ducrot et Trochu ont montré comment, avec ces fiers soldats, on peut et doit défendre la France ou mourir. Les succès partiels remportés ouvrent les cœurs à l'espérance. La masse de la population a subi une transformation presque complète : l'insouciance gaieté et la vantardise ont fait place à la gravité et à une intelligence nette de la situation. A l'exemple de leur héroïque clergé, les Français jurent de mourir pour la conservation intacte du territoire et commencent à voir Dieu à travers de leurs malheurs.

Au reste, la haine de l'Allemand et la résolution invincible de s'ensevelir sous les ruines de la France plutôt que de la laisser démembrer, s'accroissent tous les jours davantage et prennent des proportions bien propres à nourrir l'espoir de ceux qui ne croient pas au triomphe final des armes prussiennes.

Le "Times," depuis que l'Angleterre a peur de la Russie, constate avec plaisir ces consolants symptômes. "Personne, dit-il, ne peut avoir même la moindre idée du trésor de haine terrible et éternelle que la persistante agression des allemands accumule dans les cœurs français ; il faut être témoin de la croissance et des explosions de cette haine implacable pour en comprendre toute la force.

"La France peut être brisée, pulvérisée en atomes ; mais chaque atome conserverait vivace cet esprit si hostile qui anime le tout."

"La nation, ajoute-t-il, est à faire son éducation, ou plutôt, à subir une transformation terrible. Elle n'est plus toute espoir, comme autrefois ; sa confiance dans l'avenir est quelque peu ébranlée, même presque disparue : mais sa haine de l'étranger n'est est que plus amère, plus sombre et de plus en plus universelle." Voyez plutôt l'Alsace et la Lorraine. Elles sont gouvernées par des fonctionnaires prussiens ; elles sont de fait au pouvoir de l'ennemi. elles ont souffert tout ce qu'un pays conquis peut souffrir ; grand nombre de leurs habitants vivent de la charité publique et prussienne ; presque tous sont ruinés ; plusieurs meurent de faim. Bref, ces deux Provinces sont écrasées, foulées aux pieds par un ennemi impitoyable et cependant pas un seul de ces pauvres déguenillés ne demanderait la paix !!!

L'Angleterre aussi a ses tribulations, et paie ou va payer pour cet égoïsme national dont nous signalions toutes les suites et le caractère funestes.

La France était sortie de la guerre de Crimée avec un état et un prestige qui l'ont dans le temps fait appeler l'arbitre des destinées de l'Europe. Albion, dont la politique a toujours été d'empêcher la formation sur le continent d'une puissance militaire trop forte, Albion n'aimait pas cette réputation de solidarité et désirait secrètement, malgré l'entente cordiale, l'affaiblissement d'une voisine qui l'éclipsait et la reléguait au troisième plan. Ces considérations durent entrer pour beaucoup dans le parti qu'elle prit plus tard de rompre la convention de Solédad et d'engager l'Espagne à en faire autant afin de laisser la France seule faire la guerre du Mexique. Elle eut le flair long et bon ; la France sortit considérablement affaiblie de cette guerre si néfaste et si stérile. C'était un beau commencement ; le Cabinet St. James pouvait jubiler. L'Empereur, trop fatigué d'avoir voulu fonder un empire mexicain, fut obligé de laisser la Prusse se compléter, et battre et humilier l'Autriche. La France avait dès lors une égale et l'Angleterre craignit moins ses ambitieuses tentatives. La dernière guerre la trouva toute du côté de la Prusse : elle se promit de tirer bon parti de cette guerre, se déclara vite neutre, et se prépara à grossir ses trésors aux dépens des deux.

Mais la défaite de la France et l'ambition de la Russie n'étaient pas dans le programme. La Russie dans la mer Noire, dans les Dardanelles et dans les principautés danubiennes, c'est la Russie à Constantinople dans dix ans et aux Indes dans vingt ans—ce qui veut dire chute de l'Angleterre. La circulaire de Gorstchakoff demandant ou plutôt proclamant éteint le Traité de 1856 tomba donc comme une bombe sur la vieille Albion.

Ce malheur qu'elle peut s'attirer par son égoïsme et son refus d'avoir contracté une alliance étroite avec la France, est pour elle une bonne leçon et pour sa voisine le signe de complications qui pourraient bien amener sa délivrance.

Le "Times," en effet, en est déjà rendu à faire l'aveu humiliant que sans l'affaiblissement de la France la Russie n'eût jamais osé tenter la rupture des principales

clauses du Traité de Paris. Il va même plus loin et combat, dans un de ces derniers numéros, l'idée du démembrement de la France, préconisée par un de ses correspondants. Il gourmande vertement ce correspondant et affirme que si la Prusse peut obtenir des garanties contre de nouvelles agressions de la France, en dehors d'un morcellement du territoire, et il prétend que la chose est possible, les grandes Puissances neutres doivent intervenir pour empêcher la Lorraine et l'Alsace de passer aux mains des Prussiens.

Voilà quelques uns des résultats produits par une politique sans Dieu et sans droit ni principes. Voilà où mènent les systèmes de gouvernement qui ont pour base les purs intérêts matériels, comme si l'homme et les nations n'avaient été créés que pour assouvir des besoins matériels.

J. A. MOUSSEAU.

L'AFFAIRE GUIBORD.

Les récusations de M. Doure, dont nous avons parlé dans notre dernier numéro, ont eu un triste sort. Au reste, toute le monde s'y attendait. Elles ont été déclarées inadmissibles comme absurdes et insultantes pour le Tribunal. Le Juge en chef se montra tout particulièrement caustique et fit passer un mauvais quart d'heure à l'avocat de la veuve Guibord, qui a fait sur le champ demande de porter la cause au Conseil Privé sur cet incident. Nous est avis qu'il devrait se contenter de ce qu'il a eu ici.

J. A. M.

LE NORD-OUEST.

La *Minerve* traduit du "*Manitoba*" les renseignements suivants :

L'agitation électorale est commencée dans la Province de Manitoba qui va essayer bientôt du gouvernement responsable.

Les habitants de la paroisse de St. André et de Kildonan ont tenu des assemblées pour présenter une requête au Dr. Schultz le priant de se porter candidat pour la chambre des communes à Ottawa. Ce dernier a accepté et est actuellement sur les rangs. Ces assemblées furent tumultueuses et donnèrent lieu à des scènes de violence de langage tout à fait disgracieuses.

Le *Manitoba* accuse avec raison le Dr. Schultz de vouloir exploiter à son profit les préjugés religieux de la population protestante et proteste contre cet acte de fanatisme. Il dit qu'il serait propre à faire dégénérer les contestations politiques en misérables guerres de sectes religieuses.

M. Donald A. Smith a aussi posé sa candidature pour la Chambre des Communes, à Ottawa.

Samedi, le 12 Novembre, il y a eu aussi une nombreuse assemblée des électeurs de St. Boniface. Plusieurs discours furent prononcés en français, entr'autres par M. Jean Mager et l'Hon. M. Marc A. Girard, qui se présente dans la division électorale de St. Boniface pour l'assemblée législative de Manitoba. Ce dernier a lancé une adresse aux électeurs dans laquelle il fait sa profession de foi politique. Voici quelques uns des principaux points de son programme :

Promouvoir la cause de l'éducation ; travailler à mettre à exécution l'acte de Manitoba ; favoriser toute mesure ayant pour but de faire avancer le défrichement et l'agriculture ; et appuyer la confédération

On écrit de Fort Garry, 14 novembre ;

L'agitation électorale continue : dans les arrondissements anglais, il y aura division et lutte. A St. André, M. Boyd, dont les chances paraissent si grandes ne triomphera qu'avec peine. Dans les arrondissements français tout ira comme sur des roulettes. Dans la paroisse du *Cheval blanc*, on attend M. Royal pour le nommer unanimement. Le lieutenant Duchesnay sera choisi à la Pointe du Chêne, et le Capt. McDonald à Ste. Agathe.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur l'annonce de l'empois Glenfield. On dit que cet empois possède des qualités supérieures à tout autre et qu'il offre aux familles des avantages considérables. Le propriétaire de cet empois ne demande qu'une chose, c'est qu'on en achète une fois. Les marchands de la campagne sont priés de faire l'essai de cet empois.

LE GRAND TRONC.

La semaine dernière a été fatale au Grand Tronc ; il a éprouvé de pénibles accidents et des pertes énormes.

Il y a d'abord l'affaire Brighton dans la province d'Ontario, à une petite distance de Colborne. Deux trains sont venus en collision ; les chars ont été mis en pièces, trois hommes ont été tués et quatre ou cinq blessés.

L'enquête a révélé des faits regrettables. Cet accident est arrivé parce qu'un nommé Ward, en charge de la station à Brighton, avait manqué de livrer au conducteur du train No. 10, une dépêche annonçant qu'il devait rencontrer à cette station le train No. 20, en sorte que les deux trains se jetèrent l'un sur l'autre, à un endroit appelé Dangers. La justification de Ward paraît bonne ; il dit qu'il était devenu incapable de vaquer à ses occupations, que depuis plusieurs jours et plusieurs nuits il n'avait pas fermé l'œil, qu'il en avait averti les employés supérieurs et qu'on avait négligé de lui envoyer un assistant.

L'autre accident est arrivé à Richmond. Dix-huit chars de fret allant à Québec passèrent à travers le pont de St. François et encombrèrent la rivière de leurs débris. Les chauffeurs

et l'ingénieur ont été tués et deux ou trois autres hommes ont été blessés.

Ces deux accidents font perdre, dit-on, trois à quatre cent mille piastres au Grand Tronc. On parlait, il a quelques jours de la démission de son président, M. Brydges.

REVUE ÉTRANGÈRE.

Nous avons fait notre dernière revue sous l'impression des heureuses sorties de Ducrot et Vinoy qui, après avoir culbuté les Prussiens et les avoir chassés de leurs positions autour de Paris, cherchaient à opérer une jonction avec l'armée de la Loire. Mais Paladines, retenu par les armées du Prince Frédéric Charles et du duc de Mecklembourg, n'a pu faire sa part. C'est maintenant surtout qu'on se rend compte de la lâcheté ou de la trahison de Bazaine. S'il eût fait son devoir, le prince Frédéric ne barrerait pas le chemin de Paris à Paladines, comme il le fait et la France serait peut-être sauvée.

Paladines a été obligé de retraiter après un combat malheureux où les zouaves pontificaux ont été massacrés.

Voici les détails les plus authentiques sur ces événements.

L'armée française de la Loire a battu en retraite sur la rive gauche de cette rivière, évacuant la ville d'Orléans, qui a été occupée de nouveau par les Prussiens. Hâtons-nous d'ajouter que ce mouvement n'est pas le résultat d'une défaite, mais qu'il a été volontairement accompli par le général de Paladines dans le but probable de masser les renforts qui lui sont envoyés de toutes parts.

On sait déjà que la concentration d'une grande force allemande entre Pithiviers, Artenay et Angerville, a eu pour effet de nécessiter un temps d'arrêt dans la marche de Paladines, qui attend une occasion favorable de reprendre l'offensive.

Une dépêche de Londres, 4 Décembre, dit que les opérations du Prince Frédéric Charles, quoique ayant en grande partie réussi, sont beaucoup retardées par le mauvais état des routes, et que son armée est excessivement fatiguée par les longues marches.

Un télégramme de Tours, du 3 courant, rapporte en ces termes l'engagement de Vendredi.

La bataille de Vendredi dans laquelle les 16^e et 17^e corps d'armée étaient engagés, a été longue et sanglante. Les pertes ont été grandes de chaque côté, les Prussiens s'étant servis de grosse artillerie.

Voici le récit de cette même affaire, par un correspondant spécial du *Herald* à Tours.

L'engagement de vendredi 2, auquel les 15^e et les 16^e corps ont pris part, a eu lieu contre la division Stephen Poppenthal, du corps de Tann, appuyée par la division de cavalerie du duc Albrecht et par la 22^e division d'infanterie, sous les ordres de Wittich. Le combat a duré tout le jour sans résultat décisif, les français combattant avec un courage extraordinaire et beaucoup de sang-froid. A la tombée de la nuit, le 15^e corps occupait Artenay, les positions du 18^e corps s'étendant au nord le long de la route de Paris.

Ce combat a eu pour résultat de faire retomber aux mains des Prussiens les places de Fermilière, Guionville, Neuville et Villepain, dont les français s'étaient emparés ces derniers jours.

Le lendemain, samedi, l'action s'est, dit-on, engagée sur toute la ligne. Les zouaves pontificaux ont terriblement souffert. Ils ont perdu les trois quarts d'un bataillon. Leur commandant, Charette, a été blessé. L'issue de cette journée n'a pas été favorable aux français, car une dépêche de Versailles annonce que le prince Frédéric Charles, avec les 3^e et 7^e corps, les a repoussés de Chevilly dans la forêt d'Orléans, en leur prenant deux canons.

Pendant la nuit suivante (de samedi à dimanche), le général de Paladines fit savoir officiellement au gouvernement à Tours qu'il était nécessaire d'évacuer Orléans et de se retirer sur la rive gauche de la Loire. Le gouvernement était d'avis qu'il valait mieux rester à Orléans, mais il céda à l'insistance du général de Paladines, qui croyait la retraite nécessaire.

Toutefois, dimanche, à midi, le général de Paladines télégrapha au gouvernement qu'il avait changé d'opinion et qu'il n'évacuerait pas Orléans. En conséquence, M. Gambetta partit aussitôt pour cette ville : mais en arrivant à La Chapelle, la cavalerie prussienne tira sur le train dans lequel il se trouvait. Il retourna aussitôt à Tours, où il trouva une dépêche du général Pallière, lui annonçant que l'ennemi avait demandé l'évacuation d'Orléans avec menace de bombarder la place, et que le général Pallière, au nom de Paladines, avait accédé à cette demande. Par suite, les batteries de marine avaient été enclouées, la poudre détruite, et à minuit les Prussiens occupèrent de nouveau Orléans. Les dépêches du chef du corps d'armée disaient que la retraite s'était opérée en bon ordre, mais on n'avait plus reçu d'avis du général de Paladines, depuis celui déclarant qu'il se décidait à rester à Orléans.

Paladines a repris sa route vers Paris du côté sud de la Loire. Ses lignes les plus éloignées étaient près de Blois. On sait que d'après les prophéties Blois doit être épargné ; l'ennemi doit en approcher, mais non entrer. Si la prophétie se réalise, il faut que les choses marchent vite dans un sens ou dans l'autre.

Les dernières nouvelles, lundi matin et lundi soir, sont des plus tristes et des plus confuses. L'armée de la Loire serait en pleine déroute, le Havre au pouvoir des Prussiens, Ducrot obligé d'abandonner les excellentes positions qu'il avait conquises et Gambetta demanderait une armistice pour faire de nouvelles élections, comme préliminaires indispensables au renouvellement des négociations pour la paix. On annonce aussi qu'un Conseil de guerre tenu à Versailles a décidé de bombarder Paris. Un corps d'armée prussien se dirige sur Tours à marches forcées et le gouvernement provisoire aurait déjà commencé le déménagement. D'un autre côté, certaines dépêches prétendent que les postes enlevés aux Prussiens sont encore aux mains des Français, et nient que Gambetta ait demandé une armistice. Tant mieux.

L'incident anglo-russe tourne au pacifique et une conférence internationale va se réunir à Londres pour s'occuper des prétentions de la Russie. On dit encore que les Prussiens ont perdu douze mille hommes dans les derniers combats livrés autour de Paris.

L. O. D.